Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 717

Artikel: Emploi : les Suisses condamnés à l'intelligence
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016795

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

EMPLOI

Les Suisses condamnés à l'intelligence

Encore et toujours la microélectronique, son impact sur l'économie et le marché du travail. Une étude de Prognos à Bâle, effectuée sur mandat du Fonds national suisse de la recherche scientifique et à paraître ce mois encore[1]*, livre à ce chapitre des informations de première importance.*
A n'en pas douter, un thème de réflexion obligé pour la gauche politique et syndicale lorsqu'elle aura fini de tourner et retourner les avantages et les inconvénients de la participation au Conseil fédéral.

Un constat global tout d'abord. Jusqu'en 1990, et malgré le développement de la microélectronique, le nombre des places de travail va croître de 26 000 unités environ, alors même que 60 000 postes vont disparaître dans le même temps. Le bilan positif résultera éventuellement de la croissance économique et d'une redistribution entre les différentes branches. A condition, précisent les chercheurs, que la capacité concurrentielle de la Suisse reste intacte, que les problèmes structurels trouvent rapidement une solution et que l'innovation passe mieux qu'aujourd'hui.
Au-delà du constat global, une estimation des probables modifications fonctionnelles dans les différents domaines d'activités.
Tout d'abord, une croissance significative des tâches de conseil, de direction, de recherche et développement dans les secteurs productifs (plus de 20% de croissance des postes de travail). Croissance également pour les fonctions juridiques et de conseils fiscaux et économiques (+ 13%), les services de santé (+ 10%), les services d'hygiène et de nettoyage (+ 8%), l'ordre et la sécurité (+ 8%).
Les pertes les plus substantielles, et ce n'est pas une surprise, seront localisées dans les mines et carrières (– 33%) et l'agriculture (– 13%). Les secteurs de la transmission d'informations et des transports connaîtront eux aussi des pertes d'emplois, ainsi que de manière générale les fonctions de service simple et les fonctions productives dans la construction, l'alimentation, l'habillement et l'imprimerie, alors que dans la métallurgie, elles croîtront légèrement.
Les fonctions de bureau fléchiront de 4% seulement jusqu'en 1990, ce qui, vu le nombre élevé d'emplois regroupés sous ce signe, représente une perte importante.

Ces quelques données indiquent une tendance nette vers une offre d'emplois plus qualifiés, plus complexes, mais plus créatifs. Dans ces conditions, et si les pronostics des chercheurs bâlois sont fondés, le gros des revendications syndicales ne peut que porter sur la formation générale et professionnelle et sur la formation continue. L'économie suisse, pour survivre, a besoin d'une main-d'œuvre plus compétente. Encore faut-il que les entrepreneurs osent et sachent introduire à temps les innovations techniques nécessaires à cette survie. A cet égard, l'attitude négative des organisations patronales face au projet d'aide à l'innovation n'est guère encourageante.

[1] «Auswirkungen der technischen Entwicklung in der Mikroelektronik auf Wirtschaft und Arbeitsmarkt in der Schweiz», Verlag Rüeger 1984.

UN POUR TOUS TOUS POUR UN

Revenu des rentiers AVS et désinformation

Ignorance ou malhonnêteté? Un «cercle d'étude pour le capital dans l'économie libre» dénonce «sans ambage la dégradation du climat social et des relations entre partenaires sociaux» (bulletin AKW[1] — Arbeitskreis Kapital in der freien Wirtschaft — septembre 1983). Voici comment, à propos du revenu des rentiers AVS, ce «cercle» entend contribuer au rétablissement de la confiance.

Une erreur statistique se serait «glissée» (sic) dans l'étude de W. Schweizer sur la situation économique des rentiers[2]. Après correction, le revenu moyen passe de 29 376.— fr. à 27 100.— fr. Dans un article de la «NZZ», U. Ernst aurait démontré (?) «que les chiffres contenus dans une 'contre-étude' (...) aboutissent à une sous-estimation des revenus». C'est pourquoi «les considérations émises par W. Schweizer et que nous avons reproduites conservent toute leur validité après que la correction a été effectuée». A savoir que «le niveau de revenu du rentier suisse est supérieur à la moyenne, si l'on en juge par toutes les enquêtes effectuées à l'étranger»; que «la répartition des revenus est à cet égard plutôt équilibrée...»; que «le taux d'épargne à long terme chez les titulaires de rentes est nettement plus élevé que dans le reste de la collectivité»; que «le revenu augmente nettement au moment du passage à la retraite».
Amalgame et intoxication. Défaisons cet écheveau, sous forme de rappel pour les lecteurs de DP.

VICES DE MÉTHODE ET ERREURS GROSSIÈRES

L'étude Schweizer comporte hélas de graves vices de méthode et des erreurs grossières. Tous les résultats concernant la situation des rentiers en sont biaisés systématiquement, présentant une situation économique meilleure qu'elle n'est en réalité; toutes les comparaisons entre «Suisses» et «rentiers» y sont fausses. Voilà pour l'erreur qui se serait glissée...
Les travaux de Lüthi[3] et moi-même ont permis

[1] Emanation patronale de la tendance la plus droitière, style radicaux zurichois. Avec, entre autres, en première ligne, le conseiller national (dès 1971) Hans Rüegg, un des poids lourds du Parlement côté conseils d'administration. (Réd.)
[2] «Die wirtschaftliche Lage der Rentner in der Schweiz», Haupt, Berne 1980.
[3] A. Lüthi: «Die wirtschaftfliche Ungleichheit im Rentenalter in der Schweiz», Universitätsverlag Freiburg, et P. Gilliand: «Rentiers AVS, une autre image de la Suisse», Réalités sociales, 1983 — adresse utile: c.p. 797, 1001 Lausanne.